

QUESTION EN LITIGE

[1] Vu la démonstration de réhabilitation convaincante par l'accusé, quelle est la peine juste et appropriée à lui imposer?

ANALYSE

Principes de détermination de la peine

[2] Le Tribunal doit s'appuyer sur les principes édictés aux articles 718 et suivants du *Code criminel* afin de déterminer la peine juste et appropriée à imposer.

[3] Principalement, la peine doit dénoncer le comportement illégal, dissuader individuellement le délinquant et collectivement quiconque serait tenté de commettre de telles infractions, isoler au besoin le délinquant, favoriser sa réinsertion sociale et assurer la réparation des torts causés.

[4] La peine doit aussi être proportionnelle au degré de responsabilité du délinquant.

[5] Si une situation moins contraignante peut se justifier, le Tribunal ne doit pas imposer une peine privative de liberté. Il doit examiner toutes les sanctions substitutives applicables dans les circonstances.

[6] Dans l'application des différents principes de détermination de la peine, le Tribunal doit examiner les circonstances aggravantes et atténuantes liées à la perpétration de l'infraction ainsi qu'à la situation de l'accusé.

[7] Il convient également de soupeser tous les autres facteurs qui, sans être qualifiés de circonstances atténuantes ou aggravantes, sont tout de même pertinents, plus spécifiquement quant au principe d'individualisation de la peine à imposer.

Gravité objective

[8] L'infraction de possession dans le but de trafic de cocaïne est passible de l'emprisonnement à perpétuité.

[9] Celle d'avoir eu en sa possession le haschisch ainsi que le cannabis en vue de le vendre est punissable par un emprisonnement maximal de 14 ans.

[10] L'infraction de possession dans le but de trafic de GHB, champignons magiques et LSD, est punissable par un emprisonnement maximal de 10 ans d'emprisonnement.

[11] Bref, les infractions sont objectivement graves.

Circonstances atténuantes

- ***Le plaidoyer de culpabilité***

[12] À titre de circonstance atténuante, le Tribunal relève d'abord le plaidoyer de culpabilité. Il s'agit toujours d'une circonstance importante dans la détermination de la peine juste à imposer.

[13] À première vue, le plaidoyer semble enregistré tardivement, soit plus de 16 mois après la comparution de l'accusé. Par contre, à la lumière des représentations des parties, le Tribunal retient que les négociations entre elles s'amorcent 4 mois après que la divulgation de la preuve soit complétée. Ainsi, la divulgation étant complétée le 24 août 2020, les négociations commencent le 17 décembre 2020. Le 14 avril 2021, l'accusé annonce son intention de plaider coupable, ce qu'il fait à la prochaine date, soit le 28 juin 2021. Aucun témoin n'est entendu et aucune preuve n'a été administrée avant l'enregistrement des plaidoyers de culpabilité.

[14] Par ailleurs, selon les faits présentés au soutien des plaidoyers, rien n'indique une quelconque faiblesse dans la preuve de la poursuite, celle-ci reposant sur le fruit des perquisitions menées à la suite de l'obtention d'autorisations judiciaires qui, elles, sont présumées valides.

[15] Au final, le plaidoyer doit être reconnu comme étant atténuant, notamment par la reconnaissance de sa responsabilité par l'accusé.

- ***Le respect des conditions de mise en liberté***

[16] Force est de reconnaître que l'accusé a respecté de nombreuses conditions restrictives de mise en liberté après sa comparution, notamment un couvre-feu et de se rapporter une fois par semaine au poste de police pendant plus d'une année.

[17] L'accusé a non seulement respecté les conditions de la mise en liberté, mais s'est également servi de cette période pour reprendre sa vie en main et pour retrouver son mode de vie centralisé sur sa conjointe, ses enfants et son travail.

[18] De telles circonstances sont certainement atténuantes et parlent positivement au sujet de la réinsertion sociale de l'accusé.

- ***Remords et regrets***

[19] L'accusé amorce son témoignage au soutien des représentations sur la peine en exprimant des regrets sincères au sujet des torts causés à la société par ses gestes, tout comme à l'égard de sa famille. Il reconnaît les ravages de la drogue et déclare avoir pris conscience de ce qu'il a fait. Le Tribunal le croit.

- ***Thérapie***

[20] En janvier 2020, l'accusé demande un soutien psychologique pour l'aider à mieux comprendre son agir délictuel. Il rencontre une première psychologue deux fois. Celle-ci, devant se désister, le réfère à un autre psychologue. Ce dernier assure un suivi régulier avec l'accusé qui le mène à le rencontrer plus d'une dizaine de fois.

[21] Le compte-rendu du suivi par ce psychologue nous apprend que l'accusé offre une bonne collaboration et semble faire preuve d'honnêteté ainsi que de transparence dans la démarche. De surcroît, il a toujours pris l'entière responsabilité de ses actes, n'a jamais présenté de fausses excuses et a pris soin d'explorer les causes internes qui l'ont mené à participer au trafic de drogue. Par ailleurs, sans grande surprise, nous y apprenons aussi que l'accusé est angoissé par la peine à être éventuellement imposée.

[22] Enfin, son psychologue est d'avis que l'accusé conserve une bonne motivation à faire les choses autrement, maintient un bon fonctionnement et continue à viser une vie saine. Il conclut en précisant que l'accusé ne semble pas actuellement présenter de risque pour la société.

- **Bénévolat**

[23] Au chapitre de la conscientisation et la réhabilitation, l'accusé a également amorcé une démarche visant à redonner à la société vu les torts causés par son comportement délictuel.

[24] Depuis février 2021, il effectue du bénévolat à la *Maison du père* en raison d'une journée par semaine. Il œuvre au sein du service alimentaire. L'accusé a fait preuve d'assiduité dans cette démarche tout en démontrant sa fiabilité. Ainsi, il contribue au mieux-être des usagers de cet organisme, une clientèle vulnérable masculine en situation d'itinérance.

[25] À elle seule, cette démarche représente un investissement en temps, que l'on peut certainement assimiler à une réparation des torts causés, de plus d'une cinquantaine de jours de la part de l'accusé, et ce, auprès d'une communauté vulnérable.

- **Sobriété**

[26] Au moment des représentations sur la peine, l'accusé déclare être sobre depuis plus de deux ans maintenant. En fait, la preuve démontre qu'il a cessé de consommer un mois après son arrestation.

[27] Toutefois, peu de détails sont à la disposition du Tribunal concernant une quelconque dépendance à une substance intoxicante par l'accusé.

[28] Le Tribunal souligne qu'il s'agit d'une circonstance aggravante importante le fait pour une personne, n'ayant aucune dépendance, de contribuer à la déchéance d'un consommateur de drogue.

[29] Ici, le rapport présentiel nous apprend que l'accusé aurait cessé toute consommation de stupéfiants au début de la vingtaine. Mais, qu'il aurait refait usage de cannabis de façon régulière et modérée à la suite du décès de son paternel substitut en 2014, et ce, pour une période de 12 mois.

[30] Ainsi, il est difficile de conclure que l'accusé souffrait d'une dépendance aux drogues au moment de la commission des infractions.

[31] Toutefois, l'accusé lui-même déclare à son psychologue avoir cessé de consommer, tout comme il en témoigne à la Cour.

[32] La pénurie de renseignements au soutien de ces affirmations rend l'analyse quant au poids à accorder à sa sobriété difficile. Par contre, le Tribunal croît tout de même, qu'à la suite de son arrestation pour les présentes accusations, l'accusé a cessé de consommer des substances intoxicantes. Lesquelles exactement, le Tribunal ne peut le déterminer.

[33] Conséquemment, bien qu'il soit atténuant que l'accusé aille atteint la sobriété à la suite de son arrestation, le poids à y accorder n'est pas des plus importants.

[34] Pour être plus claire, la preuve ne révèle pas que c'est la consommation de substances intoxicantes qui mène à la commission des infractions. Au contraire, le Tribunal rappelle que le passage à l'acte est motivé par l'appât du gain, à la suite d'une santé mentale fragile ayant menée à une situation financière plus difficile pour l'accusé.

• **Réhabilitation**

[35] L'accusé a fait la démonstration d'une réhabilitation convaincante, la poursuite en convient d'ailleurs.

[36] Car, bien que la réhabilitation n'ait pas à être acquise au moment de la détermination de la peine, elle doit être probante. Ce fait revêt toutefois moins d'importance lorsqu'un accusé participe au trafic d'une drogue dure.

[37] Ici, l'accusé travaille régulièrement depuis l'âge de 12 ans et décide de s'engager dans une voie illégale alors que sa santé mentale est fragile et que sa rémunération en est affectée. Certes, les démarches prises par l'accusé depuis son arrestation sont louables et importantes. Mais, elles ne sont pas exceptionnelles. Depuis son arrestation, il n'a que repris le cours normal de sa vie et respecté la loi, comme le font la très grande majorité des citoyens.

[38] Cela dit, la présence de circonstances exceptionnelles n'est pas requise pour justifier de s'écarter des peines usuellement imposées en semblable matière.

[39] Au final, l'accusé a toujours mené une bonne vie, étant exposé à un environnement familial sain, ayant étudié jusqu'à l'université sans grandes embûches, ayant occupé un travail depuis sa jeunesse, et étant le conjoint d'une femme qui le soutient tout en étant un bon père pour ses trois filles.

[40] À part sa consommation de cannabis en 2014 à la suite décès de son paternel, il ne gravite pas vers le monde criminalisé. C'est plutôt l'opportunité de faire de l'argent facile, au détriment des personnes vulnérables consommant les stupéfiants en sa possession, qui le mène principalement à la commission des infractions. Évidemment dans le contexte où il est dépressif à la suite du décès de sa mère.

[41] Le Tribunal reconnaît que les démarches entreprises depuis le début de l'année 2021, particulièrement en pandémie de la COVID-19, sont louables et témoignent autant d'une prise de conscience que d'une nouvelle maturité et réhabilitation importante, pour l'accusé. Ces éléments, dont la réhabilitation, doivent se refléter dans l'imposition de la peine afin de respecter tant le principe de l'individualisation que la proportionnalité.

Circonstances aggravantes

• *Antécédent judiciaire*

[42] D'abord, l'accusé a un antécédent en semblable matière, soit une possession simple de cannabis en octobre 2016, pour lequel il fut condamné à une amende de 1000\$ ainsi qu'une probation d'une année.

[43] Le rapport présentenciel nous apprend qu'il s'agit de la période de la vie de l'accusé pendant laquelle il a fait un usage régulier et modéré de cannabis à la suite du décès de son paternel substitut.

[44] Quoiqu'il en soit, il a déjà connu un passage à la Cour en matière de stupéfiants et ceci, tout comme la peine imposée, ne l'ont certes pas dissuadé de récidiver.

• *Nature des drogues*

[45] Les drogues dures illicites comme la cocaïne constituent un problème grave dans notre société; elles alimentent le crime organisé et elles détruisent des vies.

[46] La nocivité de la cocaïne et de la méthamphétamine est malheureusement bien connue.

[47] La cocaïne est une drogue dure dont les effets néfastes sur la société ne sont plus à démontrer.

[48] La méthamphétamine est aussi une drogue dure dangereuse aux effets dévastateurs aussi dommageables que la cocaïne.

[49] Le potentiel de dangerosité du GHB, communément appelé « drogue du viol », est également reconnu.

[50] Quant au LSD, il est un puissant hallucinogène qui peut altérer la perception d'une personne de la réalité et déformer vivement les sens.

[51] Le trafic de ces drogues dures entraîne la dépendance, des effets nocifs débilissants sur la santé et la mort par surdose, et donne lieu à une augmentation de toutes formes de crimes perpétrés tant par des individus qui cherchent à se procurer de l'argent pour assouvir leur dépendance que par des organisations criminelles.

[52] Les conséquences du trafic de ces drogues ne peuvent être ignorées. Comme la plupart de ces activités criminelles sont de nature violente, on en est venu à considérer le trafic de drogues comme une infraction commise avec violence, dont la gravité ne se limite pas aux conséquences désastreuses qu'il entraîne pour ceux qui abusent des drogues et qui, dans la foulée, se détruisent et détruisent d'autres personnes.

[53] C'est pourquoi les critères de dénonciation et de dissuasion doivent primer en matière de drogues dures comme la cocaïne et la méthamphétamine.

- ***Quantité et variété de drogues***

[54] Une grande quantité de drogues est un facteur important.

[55] Le Tribunal souligne que les quantités et la variété des drogues peuvent certainement attester d'un certain degré de sophistication d'une entreprise criminelle tout comme le fait de se retrouver en possession de plus d'une drogue illégale implique un niveau de culpabilité morale plus élevé.

[56] En l'espèce, l'accusé admet, notamment, la possession pour fins de trafic de près d'un kilo de cocaïne, d'un litre de GHB et des milliers de comprimés de méthamphétamine. Les quantités sont fort importantes, menant inévitablement à des milliers de doses pour d'éventuels consommateurs.

[57] Quant à la variété, l'accusé se retrouve en possession pour fins de trafic de sept variété de stupéfiants, tous en quantité au-delà de celle d'une consommation personnelle.

[58] De surcroît, ces stupéfiants sont retrouvés à trois endroits différents, dont le véhicule à compter duquel il transige tant pour le transport que pour la vente de ces stupéfiants.

- ***L'agir délictuel motivé par l'appât du gain***

[59] Le profit tiré de la commission d'un crime constitue un facteur aggravant aux fins de détermination de la peine.

[60] Le Tribunal souligne qu'il ne s'agit pas ici d'un accusé motivé par le paiement de dettes. Au contraire, les profits servaient à maintenir un niveau de vie qu'il ne pouvait atteindre vu sa fragilité émotive le poussant à adopter un mode de vie oisif axé sur le plaisir et les festivités. Il le dit lui-même dans son témoignage; il voulait améliorer son image auprès des autres. Sa cupidité l'aura donc emporté sur son bon jugement.

- ***Préméditation et planification***

[61] La présence d'une grande variété de drogues permet d'inférer un degré de préméditation et de planification. Distincte de sa durée, la planification constitue le signe d'une acceptation consciente de l'action entreprise.

[62] D'ailleurs, lors de l'enregistrement des plaidoyers de culpabilité, il fut porté à la connaissance du Tribunal que l'accusé acceptait de prendre la responsabilité totale des stupéfiants retrouvés à l'adresse qui n'était pas sa résidence mais donc il avait le contrôle et la connaissance des stupéfiants qui s'y trouvaient, soit la résidence du co-accusé, Simon Thibodeau. Il fut indiqué au Tribunal que monsieur Thibodeau est mourant et que les accusations seraient éventuellement retirées contre lui après l'imposition de la peine à l'accusé en l'espèce.

[63] L'accusé devait donc savoir qu'il participait à une entreprise criminelle, tant par la nature, la quantité et la variété des stupéfiants que par la participation d'une autre personne à ce commerce illégal. Le Tribunal rappelle ici que l'accusé fut d'ailleurs recruté pour vendre une somme entre 500\$ et 1000\$ par semaine de stupéfiants.

- ***Le degré d'implication de l'accusé dans la commission des infractions***

[64] Le niveau de participation d'un accusé est un facteur pertinent dans la détermination de son degré de responsabilité et, par conséquent, de la peine.

[65] Il est toutefois important de ne pas confondre le rôle de l'accusé avec son degré de responsabilité.

[66] En l'espèce, l'accusé contrôle trois endroits où sont entreposés des stupéfiants de diverses natures, la plupart des drogues dures, et ce, en grande quantité.

[67] Ainsi, il est permis de conclure que le rôle de l'accusé est important dans le trafic éventuel de ces drogues. Il ne s'agit pas ici d'un simple revendeur de rue de type «dial-a dope», l'accusé ayant accès à d'importantes quantités de stupéfiants, et ce, de toutes sortes.

Autres facteurs pertinents

- ***Âge et situation familiale***

[68] À titre de circonstance pertinente à la situation de l'accusé, le Tribunal souligne qu'il est âgé de 45 ans au moment de la commission des infractions, 47 ans au moment de l'imposition de la peine.

[69] L'accusé est en couple depuis plus de 9 ans avec sa conjointe, mère de ses deux plus jeunes filles. Celles-ci sont âgées de 6 et 7 ans.

[70] Sa conjointe a participé à la cueillette d'informations par l'agent de probation chargé de la rédaction du rapport présentiel. Elle constate d'importants changements de vie depuis l'arrivée des événements, incluant l'adoption d'un mode de vie sain et équilibré.

[71] Aucun des enfants de l'accusé n'est avisé du fait qu'il a reconnu sa responsabilité aux infractions, y compris son aînée, âgée de 23 ans. Le Tribunal ne fait aucun reproche à l'accusé à ce sujet, la révélation de telles informations à ses enfants pourrait certainement être inquiétante, voire traumatisante, surtout pour les deux plus jeunes filles qui ne sont pas en âge de comprendre une telle situation.

[72] Le Tribunal ne peut que constater que la commission des infractions par l'accusé cause également des victimes à même sa famille, les membres de celles-ci devant éventuellement vivre avec les conséquences de ses actes, dont celles liées à l'imposition de la peine.

- **Emploi**

[73] Depuis le 12 mai 2020, l'accusé est à l'emploi de *Service corporation international* pour les maisons funéraires du *Réseau Dignité*.

[74] Dans le cadre de cet emploi, il accomplit diverses tâches, notamment le transport de corps entre la morgue, un hôpital ou un CHSLD et le centre funéraire, la crémation de ces corps, la conduite d'un corbillard, le portage de cercueil ainsi que la creuse de fosse pour les enterrements. Il va sans dire que la COVID l'a tenu fort occupé en début de pandémie.

[75] Son employeur n'est pas au courant des accusations portées contre lui, encore moins de ses plaidoyers de culpabilité. L'accusé n'a pas trouvé le courage de lui dire. Il s'affaire plutôt à s'investir dans sa vie, à travailler pour subvenir aux besoins de sa famille. Sa conjointe ayant vu son travail affecté par la pandémie de la COVID-19, il est le soutien financier tant pour elle que leurs deux jeunes filles.

[76] Ainsi, l'accusé est certainement un actif, tant pour la société que pour sa famille.

[77] S'il était incarcéré, au-delà d'une période d'emprisonnement purgée de façon discontinue, l'accusé perdrait son travail.

[78] Certes, la perte potentielle d'un emploi est un facteur pertinent à prendre en compte lors de la détermination de la peine. Toutefois, son importance peut varier selon les circonstances propres à chaque dossier, notamment en raison de la gravité des accusations.

[79] Toutefois, un nouvel emploi ou un emploi stable ne peut faire obstacle à une longue peine d'emprisonnement lorsque la gravité des faits reprochés justifie une telle mesure.

[80] Il est clair qu'une personne qui choisit de s'engager dans l'univers des drogues dures s'expose à tout perdre.

- ***La période de l'agir délictuel***

[81] Le témoignage de l'accusé lors des représentations sur la peine révèle qu'il s'est adonné à ces activités illicites pendant une année et demie. Cela explique d'ailleurs pourquoi il a décidé de redonner à la société ce qu'il lui a retiré par la commission de ces infractions en accomplissant du bénévolat à la *Maison du père*.

[82] Certes, il s'agit ici d'une circonstance inconnue lors des plaidoyers de culpabilité, cet élément n'ayant pas été porté à la connaissance du Tribunal à ce moment. Mais, le Tribunal ne peut ignorer que l'accusé n'a pas agi sur un coup de tête, qu'il s'agit plutôt d'un choix renouvelé pendant une longue période de temps que de tremper dans le milieu du trafic de stupéfiants.

La peine juste et appropriée

[83] Ici, la défense plaide que la réhabilitation convaincante de l'accusé milite en faveur d'une peine plus clémentine que celle qui aurait dû être imposée, n'eut été de ce fait.

[84] Plus précisément, elle soutient qu'une peine de 20 mois aurait pu être juste et appropriée, la fourchette des peines applicables variant entre 20 et 28 mois d'emprisonnement. Mais, vu l'individualisation de la peine, celle-ci devrait plutôt être d'une durée de 90 jours d'emprisonnement à être purgés de façon discontinue, jumelé à une probation d'une durée de trois ans dans laquelle l'accusé devrait accomplir 240 heures de travaux communautaires.

[85] Questionné par le Tribunal sur la «valeur» de cette proposition, et partant de la prémisse que l'accomplissement des travaux communautaires constitue, ici, une mesure alternative à l'emprisonnement, le procureur de l'accusé concède qu'une telle suggestion peut être assimilée à l'imposition d'une peine d'environ 9 mois d'emprisonnement.

[86] La poursuite, elle, soutient que, n'eut été de la démonstration de réhabilitation convaincante de l'accusé, une peine variant entre 36 et 42 mois d'emprisonnement aurait

été juste et appropriée, plaidant qu'il s'agit de la fourchette des peines usuellement imposées en cette matière.

[87] Mais, elle reconnaît qu'il y a lieu d'individualiser la peine et suggère ainsi d'imposer une période d'emprisonnement variant entre 18 et 24 mois, respectant ainsi le principe de la proportionnalité tout comme la situation spécifique de l'accusé.

[88] D'abord, il n'est certes pas superflu de souligner que, pour les infractions de trafic ou de possession en vue de faire le trafic d'une drogue dure, la règle générale commande, depuis fort longtemps, l'imposition d'une peine de prison. Et ce, même pour des individus sans antécédents judiciaires. Le message à transmettre est clair, rares seront les cas où il ne sera pas justifié d'imposer une peine d'emprisonnement pour les individus qui trafiquent de telles substances.

[89] Ajoutons que la motivation sous-jacente à l'appât du gain, ici la stabilité financière liée à un manque à gagner vu une période dépressive, ne doit pas devenir un prétexte pour envoyer le mauvais message à ceux qui pourraient être tentés de s'engager dans la même activité. Car, au final, ils pourraient être tentés de la rationaliser.

[90] Examinant les conséquences du trafic des drogues dures dans le cadre d'un appel sur la peine à imposer en matière de fentanyl, notre Cour suprême soulignait, il y a quelques mois seulement, que «les conséquences de ce crime sont si graves que le tissu social en est altéré. Les individus qui se livrent au trafic de grandes quantités de ces drogues sont régulièrement condamnés à de lourdes peines d'incarcération à purger dans un pénitencier».

[91] Le Tribunal rappelle que des peines prononcées à l'égard des mêmes catégories d'infraction ne seront pas toujours parfaitement semblables, en raison de la nature même du processus de détermination de la peine axé sur l'individu. En effet, le principe de la parité n'interdit pas la disparité *si les circonstances le justifient*, en raison de l'existence de la règle de la proportionnalité.

[92] Par ailleurs, les fourchettes de peines applicables ne sont rien de plus que des condensés des peines minimales et maximales déjà infligées, et qui, selon le cas de figure, servent de guides d'application de tous les principes et objectifs pertinents.

[93] L'individualisation est au cœur de l'évaluation de la proportionnalité. C'est la raison pour laquelle la proportionnalité exige parfois de prononcer une peine qui n'a jamais été infligée dans le passé pour une infraction similaire. Il s'agit toujours de savoir si la peine correspond à la gravité de l'infraction, au degré de responsabilité du délinquant et aux circonstances particulières de chaque cas.

[94] Après une pondération judicieuse de toutes les circonstances aggravantes, atténuantes et pertinentes à la commission de l'infraction et à la situation de l'accusé, le

Tribunal conclut qu'il n'est pas possible de justifier la peine réclamée par la défense. Elle serait grossièrement déraisonnable en l'espèce.

[95] Certes, les démarches de l'accusé pour se mobiliser sont louables et méritent d'être considérées dans l'imposition de la peine. Mais, elles ne peuvent, dans le contexte décrit précédemment, occulter les autres principes de détermination de la peine.

[96] Il est manifeste que la sévérité d'une peine est l'un des moyens permettant d'atteindre l'objectif de dissuasion tant de façon générale que spécifique. Toutefois, ici, l'un des dangers d'imposer une peine trop sévère est qu'elle pourrait entraver la réhabilitation et la réintégration de l'accusé comme membre actif de la société ainsi que dans son rôle de père responsable et présent auprès de ses enfants.

[97] Le Tribunal est sensible à la situation dans laquelle se retrouvera la famille de l'accusé vu son incarcération et ne peut qu'être désolé du fait qu'il a choisi de la mettre en péril ainsi. Par chance, sa démarche thérapeutique l'a sensibilisé et le conduit à maintenant faire de meilleurs choix. D'ailleurs, il dit même qu'il est fier de son cheminement et de la vie qu'il mène maintenant. Il est certainement en droit d'affirmer ceci.

[98] Évidemment, le Tribunal reconnaît, tel que le font les parties, l'ensemble des démarches accomplies par l'accusé. Si ce n'est qu'en temps, elles représentent, en temps continu, plus de deux mois d'investissement de sa part.

[99] Mais, au-delà du temps investi, elles constituent également des démarches tant pour se conscientiser et se réhabiliter que de réparer les torts causés à la société par la commission des infractions.

[100] Le Tribunal, siégeant au quotidien dans le district de Montréal, est à même de constater les ravages de la drogue sur la vie des personnes en situation d'itinérance. Que l'accusé aille choisi de s'investir auprès d'eux, malgré un emploi du temps chargé par une famille comportant de jeunes enfants ainsi qu'un travail à temps plein, tout cela en temps de pandémie, est fort honorable.

[101] Enfin, le Tribunal ne peut ignorer les représentations à l'effet que l'accusé accepte de clore cette affaire en prenant l'entière responsabilité des stupéfiants retrouvés chez le co-accusé, Simon Thibodeau, un individu mourant.

[102] Conséquemment, le Tribunal conclut que, n'eut été des démarches de réhabilitation de l'accusé, il aurait été juste et approprié d'imposer une peine de pénitencier à l'accusé, semblable à celle suggérée par la poursuite, sans égard à la réhabilitation.

[103] Par contre, il y a lieu d'individualiser cette peine, tout comme de la rendre proportionnelle à la responsabilité de l'accusé.

[104] C'est pourquoi le Tribunal conclut qu'une peine de 15 mois d'emprisonnement est juste et appropriée.

[105] Le Tribunal est conscient que cette peine est bien clémentielle eu égard aux faits de l'affaire, elle est toutefois proportionnelle à la responsabilité et adaptée aux circonstances de cette affaire ainsi qu'à la situation de l'accusé.

[106] Finalement, afin de consolider les acquis de l'accusé, mais aussi de l'épauler à sa sortie de prison, le Tribunal est d'avis, tout comme les parties, qu'une probation et un suivi probatoire est opportun.

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

CONDAMNE l'accusé à 15 mois d'emprisonnement sur chacun des chefs d'accusation;

ORDONNE que ces peines soient purgées concurremment entre elles;

ORDONNE conformément à l'article 109 C.cr., qu'il soit interdit à l'accusé d'avoir en sa possession des armes à feu, arbalètes, armes à autorisations restreintes, munitions et substances explosives pour une période de 10 ans et des armes à feu prohibées, armes à feu à autorisation restreinte, armes prohibées, dispositifs prohibés et munitions prohibées à perpétuité ;

PRONONCE, conformément à l'article 731 C.cr., une ordonnance de probation d'une durée de 3 ans, avec les conditions suivantes :

- Ne pas troubler l'ordre public et avoir une bonne conduite, répondre aux convocations du tribunal, prévenir le tribunal ou l'agent de probation de ses changements d'adresse ou de nom et les aviser rapidement de ses changements d'emploi ou d'occupation;
- Se présenter à un agent de probation dans un délai de 72 heures de sa remise en liberté et, par la suite, aussi souvent que requis par l'agent de probation, selon les modalités de temps et de formes fixées par ce dernier, pour les fins d'un **suivi d'une durée de 18 mois**;
- Suivre toute recommandation de son agent de probation quant à toute démarche thérapeutique;
- S'abstenir de communiquer directement ou indirectement avec Simon Thibodeau;